

L'économie bruxelloise va plutôt bien, oui mais...

RÉGION Deux facteurs négatifs ont été épinglés au parlement : la mobilité et la fiscalité

Le ministre bruxellois de l'Économie Didier Gosuin (Défi) a défendu, dans nos colonnes cette semaine (*Le Soir* du 6 octobre), l'idée selon laquelle l'économie se porte plutôt bien à la capitale. Il l'a fait avec l'appui de plusieurs chiffres : le nombre d'entreprises et le volume d'emplois en hausse, le taux de création de sociétés supérieur à celui des deux autres Régions, etc.

Si le ministre, de son propre aveu, « ne veut pas faire "cocoricó" », le tableau qu'il dépeint est résolument positif. La réalité est-elle vraiment si rose ?

Ce constat a été nuancé lors d'un débat sur la délocalisation des entreprises bruxelloises, ce vendredi, au parlement régional. Si la majorité se réjouit de ces chiffres, tout comme l'opposition – qui le fait néanmoins plus prudemment –, il ressort des discussions que deux secteurs handicapent la vie économique à la capitale : la mobilité et la fiscalité.

Le premier aspect ne surprendra personne : très récemment, les patrons bruxellois (Beci) ont publié un baromètre dans lequel 65 % des entreprises citaient la mobilité comme priorité numéro un. Le pourcentage est en hausse par rapport à leurs précédents coups de sonde. Ainsi, tous les groupes politiques en ont parlé. Notamment chez les libéraux :

Jacqueline Rousseaux a demandé au ministre de l'Économie « comment il pouvait accepter l'inertie du ministre de la Mobilité Pascal Smet ». L'inquiétude sur ce point est aussi palpable dans la majorité, même si les termes sont moins incisifs : « *Les problèmes de Pascal Smet sont aussi vos problèmes, M. Gosuin* », a lancé la cheffe de groupe VLD, Els Ampe, au ministre amarante.

Une fiscalité trop lourde

D'aucuns, comme la députée libérale Dominique Dufourny, ont regretté que la mobilité ne s'intègre pas davantage dans la Stratégie 2025 – ce plan visant à dynamiser l'économie bruxelloise à long terme, le plan Marshall de la capitale. Cela rejoint la critique faite au gouvernement par la FGTB Bruxelles, qui déplore que ce sujet fondamental ne fasse pas l'objet d'une concertation plus pointue entre gouvernement et partenaires sociaux.

Second frein au développement économique : la fiscalité trop lourde, d'autant que les taxes communales ont tendance à se surajouter à celles de la Région. Cet élément a lui aussi été pointé à plusieurs reprises, tant dans l'opposition que dans la majorité. Benoît Cerexhe, ancien ministre de l'Emploi et actuel chef de groupe CDH, a regretté une série de charges qui « fragilisent la po-

sition concurrentielle de Bruxelles face à une localisation en Flandre ou en Wallonie ». Il a cité les loyers élevés, l'augmentation du précompte immobilier ou encore la tarification élevée des cartes de stationnement professionnelles.

Si des efforts ont été consentis via la réforme fiscale bruxelloise (notamment, l'introduction, au 1^{er} janvier 2017, d'un tarif zéro au précompte immobilier pour le matériel et l'outillage), les débats sont, on le voit, loin d'être vidés. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

PROPOSITIONS

Ecolo veut récupérer les aides publiques en cas de restructuration

En marge du débat au parlement, Ecolo a déposé sur la table deux propositions. Un projet d'ordonnance veut rendre possible la récupération des aides publiques régionales dont ont bénéficié des entreprises « en cas de réduction socialement injustifiée de l'activité ». Ecolo propose aussi de voter une résolution demandant l'instauration, au niveau européen, de droits sociaux et environnementaux pour compenser le dumping social.

A.-C.B.